

*l'Anti*capitaliste

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

n°770 | 9 octobre 2025 | 1,50 €



POUR EN FINIR AVEC CE RÉGIME EN CRISE



UNITÉ ET MOBILISATION POPULAIRES!

ZOOM

Du front
républicain
au front national

Page 3

INTERNATIONAL

USA. Trump
prépare-t-il un coup
d'État militaire?

Page 4

ARGUMENTS

Révoltes de la Gen Z.
Une jeunesse sacrifiée par le
capitalisme et l'impérialisme

Page 5

CHAMP LIBRE

Déclaration d'organisations
de la diaspora
palestinienne en Europe

Page 8

Édito

Le roi dans le palais des courants d'air

Par MARTIN HACHE

Seul sur les quais de Seine, Macron croit pouvoir nous rejouer (mal) Mitterrand en promeneur du Champ de Mars. La vérité est plus cruelle, Macron est seul. Ses alliés circonstanciels (LR) lui ont lâché la main dimanche, après l'affront de la nomination du gauchiste Bruno Le Maire au ministère des Armées. Il faut croire qu'il n'y a de la place que pour un seul Bruno dans ce gouvernement de fin de règne. Même les plus proches, comme Édouard Philippe, demandent maintenant la démission du président. Même Gabriel Attal, qui tente désespérément de le défendre en expliquant ne pas vouloir son départ, indique publiquement ne pas comprendre ses décisions. Il n'y a donc plus de doutes, Macron est en difficulté, plus affaibli que jamais.

Après les mobilisations des Gilets jaunes, des retraites et les mouvements des 10 et 18 septembre, l'Élysée semble trop grand, 2027 trop loin. Après des années à régner à coups de matraque, de LBD et de 49.3, Macron se croyait peut-être invincible. Il pensait sûrement que le Medef lui serait redevable, car il leur a rendu de grands services, avec de nombreuses contre-réformes, notamment celle des retraites, et les milliards d'aides aux entreprises. Mais le prix à payer de ces mesures est désormais son incapacité à gouverner. Or, les patrons peuvent être reconnaissants, mais les services passés ne comptent pour rien si le manque à gagner est trop grand. Il pourra avoir une médaille, mais difficile de garder le pouvoir.

Macron 1^{er} était le début d'une nouvelle dynastie, construite avec une finesse tactique faisant exploser le PS et LR et absorbant tout ce qui était autour de lui. Mais il n'a construit qu'un château de sable. Et il n'y a rien à attendre de ses alliés ou de ses collaborateurs, débauchés dans les partis de «l'ancien monde», comme il les appelait en 2017 : ils ne pensent qu'à 2027. La construction politique de Macron semble s'effondrer.

Mais à chaque étape s'opère un nouveau glissement sur la droite. Le barrage à l'extrême droite a été emporté par la marée il y a bien longtemps. Ce qui reste à savoir est à qui il vaudra donner les clés de l'Élysée ou si on pourra les lui arracher.

Bien dit

Nous ne sommes pas des héros, nous faisons le strict minimum

GRETA THUNBERG, le 6 octobre, après avoir été enfin libérée par l'armée israélienne avec les autres passagers de la *Global Sumud Flotilla*.
« Nous entendons et répondons simplement à l'appel des Palestiniens. »

À la Une

Pour en finir avec ce régime en crise, unité et mobilisation populaires !

La chute express du gouvernement Lecornu accentue l'illégitimité d'un pouvoir à bout de souffle. Face à la crise de régime, seule l'unité de notre camp social et la mobilisation populaire peuvent empêcher le RN d'en tirer profit.

On ne sait plus trop où donner du communiqué de presse. Désormais on tourne la tête et hop un gouvernement disparaît. À peine arrivé, voilà le gouvernement Lecornu déjà reparti, avant même la passation de pouvoir, la censure venant cette fois directement des ministres LR... Mais Macron demande quand même à Lecornu de continuer les négociations pour constituer un gouvernement. Cet entêtement pourrait relever du déni s'il n'illustrait pas, en fait, l'isolement d'un pouvoir sans solution, qui n'a plus de personnel pour incarner sa politique. Le gouvernement Lecornu comprenait ainsi 12 des 18 ministres du précédent.

Un pouvoir illégitime et moribond

Macron incarne un pouvoir illégitime, moribond, faible et détesté. Chaque jour qui passe, la crise de régime s'approfondit et s'accélère. La légitimité de ce pouvoir s'est effritée, lentement mais sûrement, depuis 2018 et les mobilisations des Gilets jaunes. Dans un contexte où la crise économique profonde du capitalisme empêche la bourgeoisie de faire des concessions en vue d'un compromis significatif avec le salariat. Dans ce processus, la bataille contre les retraites a provoqué une accélération et une usure inédite du pouvoir, dont Macron n'arrive toujours pas à se remettre. Nos mobilisations ont opéré comme des coups de boutoir contre le pouvoir, le fragilisant chaque fois davantage, sans pour autant parvenir à le faire tomber. Mais elles ont ouvert une période d'ingouvernabilité que nous



devons saisir. Fait nouveau : le patronat commence à s'émouvoir de cette instabilité. Le CAC 40 a même perdu 2% à l'annonce de la démission de Lecornu, avec des répercussions sur d'autres places financières européennes.

Seules nos mobilisations peuvent empêcher l'accession du RN au pouvoir

La manière dont Macron s'accroche et la difficulté à lui arracher une victoire de grande ampleur peuvent être démoralisantes. Mais il n'y a pas de raccourci : seules nos mobilisations font bouger les lignes. Elles seules peuvent dénouer la crise et empêcher l'accession du RN au pouvoir. Il faut donc renforcer celles qui vont succéder aux 10, 18 septembre et 2 octobre. Pourtant, au moment où le pouvoir est plus fébrile et faible que jamais, la mobilisation populaire semble marquer le pas ! Nous avons besoin d'un rebond pour ne pas laisser l'espace aux réponses institutionnelles et au

RN. Partout où c'est possible, dans nos syndicats, nous devons essayer de pousser à ce que le mouvement social, dans l'unité, reprenne la main par des initiatives de rue, sans attendre novembre.

Marcher ensemble autour de revendications unifiantes

Le manque d'unité sur le plan social et politique, comme le fut le NFP l'année dernière, pèse dans la confiance de notre camp social dans la possibilité d'une victoire et d'un gouvernement rompant avec la politique de l'offre. Les organisations qui ont participé au NFP ont une

responsabilité : organisations politiques, forces syndicales, associations, « Bloquons tout », nous devons marcher ensemble autour de revendications unifiantes que seul un gouvernement populaire de rupture, appuyé sur la mobilisation, pourra mettre en place. Ces revendications existent déjà, qu'elles prennent la forme du programme du NFP ou des revendications que l'inter-syndicale avait portées pour le 18 septembre. Et elles sont clairement majoritaires dans le pays : retraites à 60 ans, augmentation des salaires et des minimas sociaux, plafonnement des loyers, interdiction des licenciements, justice fiscale, sociale et écologique, liberté de circulation et d'installation pour les étrangères, refus du militarisme et arrêt de la complicité avec le génocide en Palestine...

Mais sans mobilisation de masse, même un tel gouvernement ne pourrait mettre en place des mesures pour répondre aux besoins sociaux. Dénouer la crise exige de reprendre la rue, par les manifestations et la grève, créer le rapport de forces avec la bourgeoisie pour en finir avec la 5^e République et imposer un programme d'urgences sociales, écologiques et démocratiques.

William Donaura

À lire sur le site



Lettre ouverte du NPA-A aux organisations fondatrices du NFP. Face au danger de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, nous avons le devoir de mettre tout en œuvre pour l'empêcher et pour construire une alternative. Il nous faut retrouver la voie d'une unité très large sur la base du programme que nous avons défendu dans le cadre du NFP.



Partout en France, des manifestations et des rassemblements ont eu lieu ces derniers jours en solidarité avec le peuple palestinien et la *Global Sumud Flotilla*, alors que le génocide dure depuis deux ans. Les immenses mobilisations en Italie et dans l'État espagnol sont une inspiration et un espoir.

PHOTOGRAPHIES DE MARTIN NODA / HANS LUCAS, LE 4 OCTOBRE À PARIS.



GAZA Un « plan de paix » colonial

Comme c'était prévisible, sous la contrainte, le Hamas a accepté certains éléments du plan de « paix » de Trump — qui, depuis le début du génocide et même avant, n'a cessé de participer activement à l'extermination du peuple palestinien. Cet « accord », pourtant signé par Netanyahu, ne marque en rien le début de la fin : Israël a poursuivi ses bombardements, notamment sur Gaza City, et la population palestinienne continue de payer le prix fort.

Un ultimatum colonial

Dire qu'il s'agit d'un « plan de paix » est une mascarade. Tout d'abord, il impose des conditions unilatérales à la résistance palestinienne, telles que le désarmement et la libération des otages israéliens, sans donner de calendrier précis pour la libération des otages palestinienNES ni pour le retrait des troupes de Gaza. Il propose également le transfert de la souveraineté à une entité non palestinienne, sans offrir de garanties solides pour la sécurité, la dignité ou l'autodétermination des PalestinienNES.

En l'état, ce plan ressemble davantage à une nouvelle étape de colonisation et d'occupation. Les exigences pèsent sur les victimes et l'impunité demeure du côté de l'armée d'occupation. Comment peut-on parler d'un « accord » quand il s'agit d'un ultimatum, tandis que l'armée génocidaire de l'occupant bénéficie d'un grand flou sur les clauses qui la concerne ?

En fait, il y a un problème central : faire peser les conditions de la fin du génocide sur ses victimes, et non sur les bourreaux. Les ultimatums, les sanctions, les punitions devraient pouvoir

Sous couvert de « plan de paix », Washington et Tel-Aviv, le génocide et la colonisation se poursuivent. L'impunité demeure totale. La solidarité internationale doit poursuivre la mobilisation pour un véritable cessez-le-feu et la décolonisation.

LE NOUVEAU PLAN DE PAIX A-T-IL UNE CHANCE D'ABOUTIR ?



sur les dirigeants israéliens, et non l'inverse.

Maintenir l'exigence de cessez-le-feu et de justice

Le Hamas est donc dans l'obligation tactique de négocier et d'accepter un accord qui reste colonial et met le peuple palestinien sous tutelle. Nous devons, par contre, le dénoncer ici et réclamer un véritable cessez-le-feu, la reprise immédiate et inconditionnelle de l'aide humanitaire, et le retrait des forces sionistes de Gaza. Nous demandons la libération immédiate des otages palestinienNES et la protection des navires humanitaires. Nous

condamnons les actes de piraterie commis en haute mer par la marine sioniste et la torture subie par les équipages des différentes flottilles.

Nous dénonçons les propos inacceptables de l'ancien ministre des Affaires étrangères, qui se dérobe à ses responsabilités en conseillant aux flottes humanitaires de « remettre l'aide » à des organisations présentes à Gaza — ces mêmes organisations qui organisent des tueries lors de leurs distributions. Cette ligne politique illustre l'hypocrisie d'un gouvernement qui reconnaît la Palestine mais n'agit pas pour protéger son peuple ni sanctionner les agresseurs.

Exiger des sanctions

Nous exigeons la reprise des évacuations et la liberté de mouvement pour les habitantEs de Gaza qui souhaitent partir, ainsi que le droit au retour pour toutes les réfugiéEs.

Nous demandons des sanctions immédiates contre les responsables du génocide et leurs complices, ainsi que la suspension de l'État sioniste des instances sportives et internationales. En ce moment, l'UEFA doit décider d'expulser ou non Israël de ses instances. La pression est devenue forte pour qu'il rejoigne la Russie et soit expulsé du foot européen. Cela ne serait que justice et aurait un impact sur son image de normalité. Il est en effet inacceptable que son équipe et ses supporters puissent venir en toute impunité en Europe pour jouer, pendant qu'ils organisent un génocide.

Sans justice, il n'y aura pas de paix. Brisons le blocus par la mer, par la terre, par la solidarité. Tahia Falastin.

Rania

À lire sur le site

Reprendre les évacuations de Gaza, maintenant !, par Maria Puccini



No comment

Aujourd'hui, l'État n'est plus tenu.

ÉDOUARD PHILIPPE, qui fut le Premier ministre de Macron pendant les 4 premières années de son premier quinquennat, a ajouté le 7 octobre 2025 que le président devrait annoncer « qu'il organise une élection présidentielle anticipée » et donc « qu'il part immédiatement après que le budget a été adopté ».

Agenda

Les 10-11-12 octobre, mobilisation nationale contre le canal Seine-Nord Europe, Picardie. Plus d'infos sur lessoulevementsdelaterre.org



Lundi 13 octobre, Centre d'études marxistes « Guerres impérialistes et coloniales : luttes d'émancipation au Moyen-Orient », Montreuil (93). Avec Babak Kia, Joseph Daher et Somayeh Rostampour, à 19 h, 2 rue Richard-Lenoir, à Montreuil, métro Robespierre.

Mardi 14 octobre, conférence-Débat sur la situation en Palestine avec Pierre Stambul, porte-parole de l'Union Juive Française pour la Paix, Limoges (87). À 20 h 30, salle Jean-Pierre Rimbaud, derrière la mairie de Limoges.

Samedi 18 octobre, ExitransInter 2025, Paris. À 14 h à République.

Samedi 22 novembre, manifestation contre les violences faites aux femmes, Paris. Infos à venir.

ANTIFASCISME

Du front républicain au front national

L'extrême droite est la principale bénéficiaire du pourrissement institutionnel. Si on le laisse faire, Macron, incapable de trouver un gouvernement qui puisse durer, devra pousser toujours plus loin ses alliances vers la droite, jusqu'à amener le RN au pouvoir. Cela a déjà commencé.

La rentrée parlementaire de ce début d'octobre s'est ouverte sur une révélation majeure dans la presse : celle du plan secret de Macron pour faire gagner le RN aux législatives après la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024. Cette complaisance du pouvoir macroniste envers le RN s'est encore illustrée par leur pactisation pour décrocher des postes clés au sein de l'Assemblée.

Fin de majorité pour le NFP au Bureau de l'Assemblée

Le Bureau de l'Assemblée nationale représente la plus haute autorité de l'institution. Il est compétent pour diriger ses services, mais aussi pour se prononcer sur les sanctions disciplinaires envers les députéEs. Alors que le Nouveau Front populaire en avait obtenu la majorité des postes l'année dernière, sans qu'aucunE députéE d'extrême droite n'y siége, le bloc macroniste

laissait entendre depuis plusieurs jours sa volonté du retour du RN dans cette instance. Officiellement, il s'agissait de respecter le règlement de l'Assemblée, qui demande que le Bureau tende vers la représentativité des rapports de forces de la chambre. En réalité, c'était surtout une manière de justifier des négociations avec le parti d'extrême droite — voire un accord de non-censure.

Le résultat est sans appel : mercredi soir, deux députéEs RN ont été éluEs aux postes de vice-présidentEs de l'Assemblée grâce aux votes du bloc central. Grâce à ce pacte passé entre la macronie, LR, UDR (le parti d'Éric Ciotti) et le RN, toutes les présidences de commission ont été récupérées par le « socle commun » (sauf la commission des finances, qui doit être présidée par l'opposition). Par exemple, en commission des affaires culturelles et de l'éducation, c'est Alexandre Portier, ancien ministre LR et

fervent défenseur des idées conservatrices — comme son opposition au programme d'éducation à la sexualité —, qui a obtenu la présidence à la place du PS.

Coalition avec le RN pour éviter la censure

La crise politique et institutionnelle dans laquelle le pays est plongé pousse le pouvoir à trouver des solutions pour garantir le maintien de l'ordre capitaliste. Au moment où nous entrons dans la période cruciale du budget de l'État et de la Sécurité sociale pour l'année prochaine, les libéraux ont fait leur choix : gouverner avec le RN pour éviter la censure et essayer de sauver un exécutif illégitime et pris dans l'étau des jeux politiques à droite.

Comme le rappelait Ugo Palheta dans un récent entretien, « le barrage n'est pas une méthode efficace contre le fascisme. Il peut être utile dans un moment très précis et conjoncturel mais ne constitue pas une réponse. » Ne comptons pas sur les libéraux pour lutter contre le RN : ce sont toujours eux qui finissent par mettre l'extrême droite au pouvoir. Seules nos luttes pourront imposer une alternative à la montée du fascisme.

Lou Millat

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **l'Anticapitaliste.org**

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org

Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN : 2269-3696

Commission paritaire : 1225-C-93922

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage : 1800 exemplaires

Directrice de publication : Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction : Olivier Lek Lafferrière

Maquette : Ambre Bragard

Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois. Tél. : 01 48 70 42 21. Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

USA Trump prépare-t-il un coup d'État militaire ?

Le débat actuel dans une grande partie de la société américaine porte sur la question de savoir si Donald Trump prépare ou non un coup d'État. Il est omniprésent, des talk-shows télévisés populaires aux revues politiques sophistiquées.

Bill Maher, l'animateur libéral de Real Time, une émission-débat qui compte un demi-million de téléspectateurEs, a déclaré que le gouvernement Trump habitait les AméricainEs à voir des forces de police masquées, des personnes enlevées dans la rue et des soldats dans les rues de Washington, D.C. Il a décrit cela comme un « coup d'État lent » et a suggéré que, même si les démocrates remportaient les élections de 2026, ils pourraient ne pas être en mesure de prendre leurs fonctions ; des commentaires largement relayés par les médias nationaux. Le magazine libéral *Foreign Policy* a posé la question suivante : « Trump est-il en train de mener un auto-coup d'État ? » Dès février, *The Guardian* avait publié un éditorial intitulé « La prise de pouvoir de Donald Trump : un coup d'État voilé par le chaos ».

Les preuves s'accumulent

Aujourd'hui, les preuves que Trump pourrait tenter de mener un coup d'État militaire s'accumulent. Trump est parti en guerre contre les AméricainEs. Il a mobilisé la Garde nationale pour patrouiller à Los Angeles et à Washington, D.C., et a également envoyé 700 marines à Los Angeles. Il prévoit maintenant de faire appel à la Garde à Chicago, bien que le gouverneur de l'Illinois, J.B. Pritzker, et le maire de Chicago, Brandon Johnson, affirment que ce n'est pas nécessaire. Trump prévoyait

d'envoyer des troupes à Portland, dans l'Oregon, affirmant que « la ville ressemble à une zone de guerre », mais un juge fédéral a au moins temporairement bloqué ces plans.

Pour les migrantEs, le coup d'État a déjà eu lieu

Trump utilise les manifestations contre l'ICE (la police des frontières et de l'immigration) pour justifier l'envoi de la Garde nationale ou de soldats. On estime à quatorze millions le nombre d'immigrantEs sans papiers aux États-Unis ; ils vivent désormais dans un État policier. Pour eux, un coup d'État a déjà eu lieu. Les 5 600 agents armés et masqués qui opèrent dans tout le pays arrêtent désormais environ 60 000 personnes par jour. Quelque 400 000 immi-

grantEs ont été expulséEs ou, sous la pression du gouvernement, se sont auto-expulséEs en septembre. Cet été, le Congrès a voté un budget supplémentaire de 76,5 milliards de dollars pour l'ICE, qui recrute 10 000 nouveaux agents chargés des expulsions.

Trump sait que dans les États démocrates, les arrestations de l'ICE dans les champs, les usines et les écoles provoqueront des protestations, et il utilise ces protestations pour justifier l'envoi de la Garde nationale ou de troupes.

Guerre intérieure contre ses adversaires politiques

Trump s'en prend désormais également à « l'ennemi intérieur », c'est-à-dire à ses adversaires politiques. Dans un memorandum

présidentiel du 25 septembre intitulé « Lutter contre le terrorisme intérieur et la violence politique », Trump a répondu à l'accusation selon laquelle il serait fasciste en déclarant : « Ce mensonge "antifa" est devenu le cri de ralliement utilisé par les terroristes nationaux pour mener une attaque violente contre les institutions démocratiques, les droits constitutionnels et les libertés fondamentales américaines. Les points communs qui animent ce comportement violent sont l'anti-américanisme, l'anticapitalisme et l'antichristianisme ; le soutien au renversement du gouvernement américain ; l'extrémisme en matière de migration, de race et de genre ; et l'hostilité envers ceux qui ont des opinions américaines traditionnelles sur la famille, la religion et la moralité. »

Dans son discours prononcé lors d'un rassemblement sans précédent de 800 généraux et amiraux américains convoqués à une réunion spéciale le 1^{er} octobre, Trump a déclaré que les villes dirigées, selon lui, par des démocrates de gauche radicale — San Francisco, Chicago, New York, Los Angeles — étaient « des endroits très dangereux, et nous allons les remettre dans le droit chemin une par une. Et cela va être une tâche importante pour certaines des personnes présentes dans cette salle. C'est aussi une guerre. C'est une guerre intérieure. » Il a déclaré : « Nous devrions utiliser certaines de ces villes dangereuses comme terrains d'entraînement pour notre armée, la Garde nationale, mais surtout l'armée, car nous allons très bientôt entrer à Chicago. »

Il semble donc que nous risquions d'être confrontéEs à une forme de coup d'État, mais si tel est le cas, de nombreuses villes et États, ainsi que des millions de personnes, résisteront.

Dan La Botz, militant de DSA (Democratic Socialists of America)



GRÈCE Le retour à l'esclavage ne passera pas !

Le 1^{er} octobre, une grève générale était appelée par la GSEE (confédé unique du privé), l'ADEDY (fédé unique du public) et de nombreuses fédérations et syndicats. Très suivie, elle était centrée sur le refus d'un projet de loi monstrueux : permettre une journée de travail de 13 heures pour le même employeur (on sait que de nombreux Grecs sont réduitEs depuis longtemps à avoir deux emplois).

Provocation du gouvernement ultra-libéral « offrant » cette mesure, qui vaudrait pour 37 jours annuels, en promettant la liberté de choix pour l'employeur comme pour le salariéE ! Après la mesure de 2024 permettant des semaines de 6 jours de travail, la surexploitation des salariéEs prend des allures orwelliennes, et l'augmentation des accidents du travail, sur fond de bas salaires et de casse des services publics, en est l'illustration. Et c'est la même logique à l'œuvre dans le secteur public, où la moindre critique syndicale aux mesures de « rentabilisation » conduit à des sanctions, voire à des licenciements, notamment dans l'éducation.

Des manifs solidaires et en colère

Même si la manif athénienne manquait un peu de punch (autour de 15 000 personnes dans les différents cortèges), le pays a connu une bonne mobilisation dans la rue, et surtout, on assiste ici aussi à une convergence des colères qui s'accumulent. Colère contre l'étouffement des nombreux scandales — le dernier en date portant sur des subventions agricoles européennes versées par la droite pour clientélisme. Contre les cadeaux aux fascistes (le führer criminel d'Aube dorée vient d'être libéré pour raisons médicales...),



Grèce, campement du gréviste de la faim Panos Routsis. NPA

avec le 18 septembre une grosse manif antifa pour l'hommage annuel à Pavlos Fyssas, assassiné par les tueurs nazis.

Soutien au peuple palestinien

Et, très fort dans la période, le soutien au peuple palestinien, avec de très nombreux drapeaux et slogans dans les cortèges, est indispensable face à la complicité de Mitsotakis avec Netanyahu. Cet été, des rassemblements (réprimés !) ont protesté contre les provocations de touristes mais aussi de soldats israélienNEs en croisière drapeaux au vent, se permettant d'arracher des affiches de soutien au peuple palestinien et d'insulter les habitantEs solidaires. Et bien sûr, le soutien à la flottille pour Gaza (avec une petite trentaine de Grecs) était très fort (les bateaux ont été attaqués mercredi soir), et la mobilisation continue.

Par contre, faiblesse dramatique : toujours aucune forme de soutien à la résistance populaire ukrainienne...

Soutien aux victimes de la catastrophe ferroviaire de Tëmbi

Soutien aussi à Panos Routsis, père d'une des victimes de la tragédie (ou plutôt crime) ferroviaire de Tëmbi en 2023, qui réclame des examens sur le corps de son fils, avec le soupçon persistant du transport illégal par un des deux trains d'une substance explosive. En grève de la faim depuis le 15 septembre devant le Parlement, son combat est massivement soutenu, et les cortèges l'ont salué, montrant la très large volonté populaire de rendre justice aux 57 victimes. Se pose dès maintenant la question de la suite, urgente !

A. Sartzekis, Athènes, le 5 octobre 2025.

ASIE DU SUD Révoltes sociales et enjeux environnementaux

Depuis le soulèvement populaire de 2022 au Sri Lanka qui a chassé le président Rajapaksa, l'Asie du Sud est balayée par une vague de révoltes qui ont fait chuter trois gouvernements et menacent la plupart des régimes.

Portée par la jeunesse (la génération Z), elle mobilise l'ensemble des populations victimes de situations économiques et environnementales dégradées, d'inégalités sociales croissantes, de pénuries d'eau et d'électricité, et de la corruption endémique des élites qui accaparent le pouvoir.

La répression ne contient pas l'extension de la contestation

Une répression brutale tente de maintenir le couvercle sur la colère populaire mais ne parvient pas à contenir la propagation du mouvement. Après l'Indonésie, cette année c'est le Népal qui s'embrase, au propre comme au figuré, puisque les principaux lieux du pouvoir ont été incendiés.

La contestation des gouvernements est contagieuse : les Philippines, le Cachemire pakistanais et le Timor oriental sont touchés ces dernières semaines.

Au-delà des contextes particuliers d'apparition et de déroulement des soulèvements, ces pays (près de 900 millions de personnes) partagent la même vulnérabilité aux événements climatiques extrêmes et sont victimes de la prédation extractiviste des groupes occidentaux et chinois. Les protestations récentes soulèvent des enjeux écologiques majeurs liés à l'exploitation des ressources, à la corruption et à la dépossession des biens communs.

Des enjeux écologiques majeurs

Les causes environnementales sont nombreuses : inondations massives aux Philippines, au Pakistan ou au Bangladesh, fonte accélérée des glaciers de l'Himalaya qui bouleverse les systèmes hydrologiques. Les températures dépassent parfois les 50 °C, diminuent les rendements agricoles et favorisent la désertification, comme au Timor oriental.

Face aux catastrophes climatiques, les gouvernements poursuivent des politiques de croissance basées sur l'exploitation intensive des ressources naturelles (mines, forêts, hydrocarbures) et le développement d'infrastructures financées par des capitaux étrangers. La riche biodiversité de l'Indonésie est menacée par la multiplication des mines, la monoculture de palmiers à huile, et l'exploitation forestière... Dans tous ces territoires, les projets miniers entraînent pollution, déforestation et conflits fonciers. Ils s'accompagnent souvent de déplacements de population.

Ces pratiques extractivistes à grande échelle créent des richesses dont ne profite qu'une minorité. Les rentes issues des ressources exploitées sont captées par des élites militaro-bureaucratiques qui bénéficient de privilèges hors de proportion, plutôt qu'elles ne sont utilisées dans les services publics ou les mesures d'adaptation aux nouvelles conditions climatiques. La corruption se manifeste souvent par le détournement massif de fonds publics destinés à la protection contre les inondations et la reconstruction écologique (ce qui a motivé les 100 000 manifestantEs du 21 septembre à Manille).

Un système de prédation et d'exploitation néocoloniale

La dégradation continue des conditions de vie et de travail est le résultat de ce système de prédation et d'exploitation néocoloniale, dont les élites locales sont les complices. Les luttes que mènent les jeunes, les travailleurEs ou les peuples autochtones pour le partage du pouvoir et la justice sociale sont étroitement liées aux revendications de justice climatique et environnementale. Elles en expriment la dimension sociale fondamentale : le refus de l'exploitation des humains et de la nature. Elles révèlent la crise d'un modèle extractiviste fondé sur la privatisation des biens communs et la corruption institutionnalisée.

Dominique B.

À lire sur le site



La crise paroxysmique népalaise et son contexte régional,
par Pierre Rousset

RÉVOLTES DE LA GEN Z



UNE JEUNESSE SACRIFIÉE PAR LE CAPITALISME ET L'IMPÉRIALISME

Indonésie, Népal, Philippines, Kenya, Madagascar, Maroc... la jeunesse se révolte. Chaque pays à ses spécificités mais la mobilisation affronte partout les mêmes problèmes : les politiques libérales qui appauvrissent les populations et créent une couche de parasites richissimes, avec des dirigeants autoritaires dont le maintien est largement lié à la volonté des puissances impérialistes. Ces mouvements font face à une répression extrêmement violente et mortelle. Le NPA apporte tout son soutien aux mobilisations. Les mouvements GenZ sont l'expression d'une jeunesse sacrifiée par le capitalisme et l'impérialisme, une jeunesse qui ne veut plus d'un système qui les condamne à la pauvreté et à la misère dans un monde qui compte de plus en plus de milliardaires. **La rédaction**

MAROC La révolte de la GenZ 212 contre le mépris social et l'autoritarisme

Depuis le 27 septembre, le Maroc est traversé par une colère inédite. Chaque soir, dans les grandes villes comme dans les quartiers populaires, des foules de jeunes descendent dans la rue pour crier leur ras-le-bol : santé, éducation, dignité, justice sociale. Leur bannière ? GenZ 212, un collectif né sur Discord qui a déjà rassemblé plus de 180 000 membres et donné une voix à une génération qu'on disait résignée.

À l'origine, il y a un drame. Huit femmes sont mortes à l'hôpital d'Agadir après des césariennes, victimes d'un système de santé public en ruine, vidé de ses moyens par des décennies de privatisations et de clientélisme. Ce choc a cristallisé des années de colère accumulée. En quelques jours, l'indignation s'est transformée en organisation : des canaux numériques, une jeunesse connectée et l'envie d'en finir avec l'humiliation permanente.

Une jeunesse qui refuse de se taire

Les slogans des cortèges disent tout : « Le peuple veut l'éducation et la santé », « Liberté, dignité, justice sociale », « Pas de stades, des hôpitaux ! » Derrière, il y a le refus d'un modèle économique qui sacrifie le quotidien de millions de marocainEs pour construire des stades et des TGV destinés à la Coupe d'Afrique 2025 et au Mondial 2030. Alors que la monarchie espérait apaiser les frustrations dans le patriotisme footballistique, la jeunesse renvoie son mépris au pouvoir.



NéEs entre 1997 et 2012, ces jeunes ont grandi dans un Maroc où le chômage, les inégalités territoriales et le mépris des élites sont devenus la norme. Mais loin de la résignation, ils et elles transforment leur quotidien numérique en outil politique. Cette génération est connectée au

monde : elle connaît les luttes de ses semblables au Sri Lanka, au Népal ou à Madagascar. Elle partage les mêmes codes visuels et culturels, comme ce drapeau de pirate de One Piece brandi dans plusieurs cortèges, clin d'œil à une soif universelle de liberté.

La réponse du régime : la matraque et le mensonge

Pris de court, le gouvernement a ressorti les vieilles recettes : arrestations massives, charges policières, criminalisation du mouvement. Plus de 400 personnes ont déjà été arrêtées. Dans la nuit du 1^{er} au 2 octobre, trois manifestants ont été tués près d'Agadir par des gendarmes, officiellement en « légitime défense ». Le collectif, lui, ne cesse de rappeler son attachement au caractère pacifique de la mobilisation. Le Premier ministre Aziz Akhannouch, milliardaire symbole de la collusion entre affaires et politique, se dit « prêt au dialogue ». Mais les jeunes n'y croient pas. Ils exigent sa démission et, dans une lettre ouverte adressée au roi Mohammed VI, demandent la dissolution pure et simple du gouvernement.

Le masque tombe

La GenZ 212 met à nu l'hypocrisie du régime. Derrière les vitrines flamboyantes d'un Maroc « émergent », il y a la réalité d'un capitalisme de rente, d'un autoritarisme qui protège une poignée de privilégiés et d'une majorité abandonnée aux hôpitaux

délabrés, aux écoles surpeuplées et au chômage de masse.

Le Palais espérait briller à l'international grâce aux grandes compétitions sportives. Mais ce que le monde voit aujourd'hui, ce sont des jeunes marocainEs criant qu'ils veulent vivre, et non survivre.

Une brèche historique

Le mouvement n'a pas encore franchi la ligne rouge de la contestation ouverte de la monarchie, institution encore largement sacralisée. Mais il frappe au cœur de l'appareil en exigeant la chute du gouvernement. Déjà, la peur change de camp. Au-delà du Maroc, c'est tout un souffle qui traverse la jeunesse mondiale : horizontalité des collectifs, rejet des élites, exigence de dignité. GenZ 212 s'inscrit dans cette lame de fond. Quoi qu'il advienne dans les prochaines semaines, une certitude demeure : la génération Z marocaine vient d'arracher sa place dans l'histoire des luttes. Elle a montré qu'aucun régime, aussi verrouillé soit-il, n'est à l'abri quand sa jeunesse choisit la révolte.

Amel

MADAGASCAR La mobilisation ébranle le régime

Luffy, héros du manga One Piece et symbole des luttes de la génération Z, a changé de couvre-chef. Du chapeau de paille orné d'un ruban rouge, il est désormais en raphia multicolore, la coiffe du sud de Madagascar, et accompagne sur les pancartes les manifestations de la jeunesse.

Le 24 septembre, lors de l'assemblée générale des Nations unies, Andry Rajoelina, le président de la Grande Île, déclarait : « il n'y a pas de développement sans une énergie fiable, accessible et abordable », et poursuivait : « En seulement six ans, le taux d'accès à l'électricité dans mon pays est passé de 24 % à 40 % ». Comme une réponse à ce satisfecit indu, le lendemain, la jeunesse entamait les premières manifestations contre les coupures incessantes d'électricité et d'eau.

Miala Rajoelina ! (Rajoelina dégage)

Un problème certes récurrent mais qui s'aggrave. Ces difficultés proviennent d'un manque d'investissement et de maintenance des réseaux de la Jirama, la société qui est en charge de la distribution. Mais elles viennent aussi des détournements de fonds dont un des principaux responsables est Mamy Ravatomanga, deuxième fortune du pays et éminence grise du président. Les manifestantEs ne s'y sont pas trompés. Très rapidement, les revendications ont évolué pour

exiger la démission de Rajoelina, mais aussi la dissolution du Sénat, de la Haute Cour constitutionnelle et de la commission électorale, des institutions synonymes de corruption des élites. Rajoelina a bien tenté de désamorcer la crise, mais à chaque fois trop tard et trop peu. Il a limogé le ministre de l'Énergie, puis s'est résolu à congédier son gouvernement et surtout le Premier ministre Christian Ntsay, une pièce maîtresse du dispositif politique du clan du président. Même sa prestation télévisée annonçant cette révocation a tourné au ridicule, lorsqu'il s'est adressé aux jeunes, leur enjoignant d'envoyer leur CV pour la mise en place du nouveau gouvernement.

La mobilisation s'élargit

La lutte, au fil du temps, s'étend à travers le pays, touchant les principales villes. La volonté des jeunes de la génération Z d'élargir le mouvement s'est concrétisée. Les dirigeants politiques des partis d'opposition, notamment les anciens présidents Ravalomanana et Rajaonarimampianina, ont timidement apporté leur soutien. D'eux, il n'y

a rien à attendre, au vu de leur passif de pillage des ressources du pays. Les organisations de la société civile se sont fortement mobilisées contre la répression des manifestantEs pourtant pacifiques — la police laissant, par contre, les gangs piller les commerces. Une stratégie du chaos qui visait à rallier au moins une partie de la population, en vain.

Le fait nouveau est la mobilisation des travailleurEs. Quelques jours après les premières manifestations, les salariéEs de la Jirama se sont misEs en grève, rejoints par le syndicat des enseignantEs, le SEMPAMA. Enfin, Herizo Ramanambola, leader de la Solidarité syndicale malgache, a appelé à la grève générale, exigeant lui aussi la démission du président. Rajoelina, pour occulter ses seize années de pouvoir catastrophique, dénonce désormais un complot ourdi par des « puissances étrangères ou des agences à la technologie avancée » manipulant, grâce aux algorithmes, la jeunesse. Bref, « des forces des ténèbres » qui poussent les jeunes dans la rue... À moins que cela ne soit les posts sur les réseaux sociaux des rejetons des élites malgaches, qui exhibent leur vie dorée permise par une richesse spoliée d'un pays où les trois quarts de la population vivent en deçà du seuil de pauvreté.

Paul Martial



Le numéro d'octobre de *Inprecor* s'ouvre sur les immenses mobilisations pour la Palestine, avant d'analyser l'objectif sioniste du « Grand Israël » et, par ailleurs, le rôle de sous-impérialisme des Émirats arabes unis contre le Soudan.

Nous analysons également les mobilisations politiques au Népal, sociales en Chine et contre Bolsonaro au Brésil.

Notre dossier est consacré à l'histoire et à l'actualité de l'organisation DSA aux États-Unis.

Enfin, nous présentons la 2^e Rencontre écosocialiste latino-américaine et caribéenne.

NUMÉRIQUE Avec Chat Control, la surveillance de masse se déguise en protection de l'enfance

Le 14 octobre prochain, l'UE votera la loi Chat Control pour surveiller toutes nos communications privées au prétexte de la lutte contre la pédocriminalité. Une nouvelle atteinte aux libertés fondamentales qui ne résoudra aucunement les violences faites aux enfants.

« Chat Control » obligerait tous les services de communication — WhatsApp, Signal, Telegram, mail, etc. — à scanner l'intégralité de nos messages, photos et fichiers, avant même leur envoi (client-side scanning), transformant nos téléphones et ordinateurs en outils de surveillance permanente. Techniquement, cela reviendrait à installer des portes dérobées sur tous nos appareils, augmentant considérablement la surface d'attaque pour des acteurs malveillants — y compris contre les enfants que ce dispositif prétend protéger.

Inefficacité, hypocrisie et justice de classe

Cette surveillance de masse ne contribuera pas à lutter significativement contre la pédocriminalité, car la réalité des violences sexuelles sur mineurEs se situe principalement dans le cadre intra-familial (81% des agressions selon la Ciivise). Plus grave, les ressources colossales nécessaires pour cette surveillance généralisée seront détournées des véritables solutions, telles que préconisées par la Ciivise. De plus, les nombreux faux positifs détectés (photos de famille, contenus artistiques ou discussions privées légitimes) exposeront par erreur des millions de personnes à des investigations injustifiées. Les législateurs ont bien conscience de ces risques, puisqu'ils prévoient d'exempter la police, le personnel militaire et... elleux-mêmes de ce dispositif. L'hypocrisie se révèle ainsi crûment en constatant l'inaction de ces mêmes États face aux scandales de violences sexuelles sur mineurEs qui élaboussent régulièrement les élites politiques, religieuses ou artistiques (Betharram, Polanski...).

Ne nous y trompons pas, Chat Control permettra surtout aux autorités de surveiller les militantEs, les syndicats, les journalistes d'investigation, les classes populaires et de contrôler ceux qui menacent l'ordre établi.

Construire nos propres outils de résistance

En criminalisant les logiciels de chiffrement robuste, Chat Control pave la route vers une interdiction complète de l'utilisation de ces algorithmes, privant définitivement les citoyenNEs de tout moyen de protéger leur vie privée.

Loin d'être de simples gadgets techniques, les algorithmes de chiffrement sont des remparts indispensables contre l'arbitraire étatique et capitaliste. Apprendre à les utiliser, les diffuser et les défendre fait partie intégrante de la lutte pour notre émancipation. Face à cette offensive sécuritaire, il ne faudra compter que sur notre résistance, qui doit être autonome et collective. Dans cet esprit, le groupe de travail sur le numérique du NPA-A souhaite promouvoir l'usage de Delta Chat et propose l'hébergement d'un relais Chat Mail public : <https://chat.npa-lanticapitaliste.net/>. Chat Control s'inscrit dans la continuité d'une offensive des États contre l'internet libre. Après les tentatives de censure, la surveillance des réseaux sociaux et les attaques contre l'anonymat en ligne, Chat Control représente un nouveau palier dans la volonté de contrôle du cyberspace, pour étouffer toute forme de résistance numérique et surveiller massivement les populations.

Refusons cette surveillance de masse. Défendons nos outils de chiffrement. Luttons contre le patriarcat qui tue.

Groupe de travail numérique

SANTÉ Hexane. De l'essence dans nos assiettes, enquête sur un secret bien huilé!

C'est le titre choc du livre de Guillaume Coudray, qui dévoile la présence d'un solvant hydrocarbure, l'hexane, dans de nombreuses huiles alimentaires, la viande, les laitages, le beurre. Pour le seul bénéfice des industriels de l'agroalimentaire, car on sait de longue date qu'il est neuro- et repro-toxique.

Extraire plus pour gagner plus. Les méthodes traditionnelles n'extraient que 75 à 80 % de l'huile des graines de soja, tournesol, colza. L'hexane permet d'en extraire jusqu'à 99 %. Mais il reste de l'hexane dans le produit final. On le retrouve aussi dans viande, lait, produits lactés, beurre, margarine ou lait infantile, puisque les animaux d'élevage sont nourris aux tourteaux de soja traités. L'hexane passe dans le lait maternel pour se fixer au niveau des graisses cérébrales du nourrisson, dans un cerveau en pleine formation. Les produits végétariens, qui utilisent des protéines végétales industrielles à base de soja, extraites à l'hexane, en contiennent beaucoup, quand ils ne sont pas bio.

La bascule vers l'élevage industriel fait de l'hexane la norme

Avant l'importation massive du soja, au tournant des années 1960, les éleveurs paysans nourrissaient leurs animaux avec ce qu'ils produisaient à la ferme ou dans leur région. La bascule vers l'élevage industriel intensif va détruire cet équilibre, et nécessiter l'utilisation massive de tourteaux de soja, que l'industrie agro-alimentaire va fournir à moindre coût. Les autorités favoriseraient alors l'implantation d'usines d'extraction à l'hexane, un processus indus-

triel qui extrait plus, réduit les besoins de main-d'œuvre, dans des structures de grande échelle. Rentabilité avant tout, même si rapidement on sait que l'hexane est dangereux pour la santé! En effet, dès les années 60 apparaissent des troubles neurologiques chez des cordonniers italiens et japonais qui utilisent des colles à l'hexane. De nombreuses études scientifiques documentent les risques neurologiques et reprotoxiques de l'hexane, même à faible dose. L'hexane participe à la montée des troubles neurologiques, maladie de parkinson, troubles du neurodéveloppement, troubles

de la fertilité qu'on constate depuis des années. Mais il a fallu attendre 2024 pour que l'hexane soit classé par les autorités européennes comme neurotoxique avéré et non plus suspecté. Hexane, nitrites, polluants éternels, pesticides, à chaque fois les industriels, suivis par les autorités sanitaires, déclarent qu'à faible dose, ces polluants n'ont pas d'effet, notamment sur les femmes enceintes, les nourrissons. Et les industriels de proclamer : nous respectons les doses! Or ces doses minima ne sont appuyées sur aucune étude médicale solide, sur aucune étude de l'effet cock-



tail, mais simplement sur les doses minima que laissent les procédés industriels. Il existe des alternatives à l'hexane. Les produits bio et l'huile d'olive n'en contiennent pas. Après une explosion en 2018, l'usine de Dieppe du groupe Avril n'utilise plus l'hexane pour extraire l'huile. On peut donc s'en passer.

Interdire l'hexane dans nos assiettes!

Imposer la présence de l'hexane sur les étiquettes, dont la mention n'est pas obligatoire, puisque c'est un auxiliaire technologique, et pas un additif? Taxer l'hexane comme le proposait le député Modem Richard Ramos, dans un amendement au projet de loi de financement de la Sécurité sociale, en octobre 2024? Et laisser au consommateur le soin de passer des heures devant les étiquettes pour traquer l'hexane, mais aussi les nitrites, les pesticides? Laisser le consommateur arbitrer entre son portefeuille et des produits bio sans hexane, reproduisant les inégalités sociales jusque dans les assiettes? Plus simple, plus rapide, plus égalitaire, il faut imposer à l'État, à l'Union européenne, aux autorités sanitaires d'interdire l'hexane de nos assiettes, mais aussi d'interdire l'importation des produits qui en contiennent, car nos vies valent plus que leurs profits.

Franck Prouhet

ANIMAUX La dermatose nodulaire contagieuse, symptôme d'un système en crise

En juin dernier, la dermatose nodulaire contagieuse a commencé à toucher les populations bovines de l'est de la France. Elle s'ajoute à la liste des épidémies qui touchent les animaux dits d'élevage depuis des dizaines d'années, partout dans le monde.

En cas de contamination, la stratégie de l'État consiste en l'abattage total et systématique des troupeaux (à partir d'un seul individu contaminé) en parallèle d'une campagne de vaccination. En août, plus de 70 foyers ont été détectés, et près de 1500 individus ont été abattus en Savoie et Haute-Savoie.

Au prétexte d'éradiquer la maladie le plus rapidement possible, l'abattage systématique des troupeaux touchés permet de rassurer l'industrie agroalimentaire et de préserver des positions à l'export. Cette stratégie laisse derrière elle non seulement des exploitantEs accablés, mais aussi des milliers de victimes froidement abattues. Ainsi, éleveurEs et animaux sont considérés, chacunE à sa place, comme les rouages d'une économie agroalimentaire capitaliste.

Une activité climaticide et précarisante subventionnée par l'État

Inédite en France, la dermatose nodulaire est révélatrice des effets du dérèglement



climatique, lui-même dû aux émissions de gaz à effet de serre, dont 14,5 % sont liées aux activités d'élevage selon la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture). Alors que l'élevage met également en concurrence humainEs et non-humainEs dans la consommation de ressources (eau et végétaux), la ministre de l'Agriculture choisissait en juillet de remettre une pièce dans la machine en s'engageant à accompagner au « maximum la recapitalisation du cheptel ».

Aujourd'hui, les activités d'élevage sur notre territoire ne tiennent que grâce aux aides publiques, et le système capitaliste

ne laisse guère de choix aux exploitantEs agricoles déjà en place ou qui souhaitent s'installer. Il pousse des générations d'agriculteurEs à suivre une logique productiviste, de rentabilisation, ce qui se traduit pour les animaux par toujours plus de promiscuité, de maltraitance, d'abattage de nouveau-nés considérés comme des déchets de production, d'abandon de soins en cas de maladie, etc.

HumainEs et non-humainEs victimes d'un même système

En attendant une prise de conscience collective sur l'impasse de l'élevage dans un projet écosocialiste, il est urgent de combattre de façon unitaire les politiques gouvernementales dictées par le capital, qui font des milliers de victimes animales et ne permettent pas aux éleveurEs de vivre de leur travail.

Notre place est en soutien des paysanNEs qui ont tenté de bloquer les abattages, mais aussi des « éleveurEs sans élevage » dans les sanctuaires pour animaux, des militantEs organisésEs en associations d'aide à la reconversion des élevages.

La libération des paysanNEs des lois capitalistes passera par le choix à grande échelle d'une activité de polyculture végétale, indépendante de l'exploitation des vies animales, permettant de nourrir les populations locales tout en garantissant un accès équitable aux ressources.

Commission cause animale

DÉCLARATION D'ORGANISATIONS DE LA DIASPORA PALESTINIENNE EN EUROPE

Deux ans depuis le 7 octobre, résister est un droit, notre lutte continue pour en finir avec la complicité européenne

Alors que nous commémorons les deux ans du 7 octobre 2023, nous, Palestinien·nes d'Europe, prenons la parole avec clarté et détermination. Ce jour-là n'est pas venu de rien. Il est le produit de 75 ans de dépossession, 18 ans de siège brutal et d'innombrables agressions contre notre peuple.



Le peuple palestinien subit l'une des campagnes d'extermination les plus violentes et systématiques de l'histoire moderne

Depuis près de deux ans, le peuple palestinien subit l'une des campagnes d'extermination les plus violentes et systématiques de l'histoire moderne. À Gaza, plus de 60 000 personnes ont été tuées et plus de 140 000 ont été blessées, mais nous savons que les chiffres réels sont probablement quatre fois plus élevés, des chiffres masqués sous les décombres et le blocus. Gaza a été rasée, des familles et des générations ont été exterminées. Israël a mis en œuvre une famine délibérément organisée, utilisant l'aide humanitaire comme une arme contre plus de deux millions de civil·es. Des enfants sont affamés, des hôpitaux sont bombardés et des journalistes, des médecins et des civil·es sont pris pour cible en toute impunité. Toutes les infrastructures nécessaires à la vie ont été détruites. Ce n'est pas une « guerre ». C'est une campagne génocidaire dont l'objectif clair est le nettoyage ethnique et l'extermination. Mais Gaza n'est pas la seule cible. De la bande de Gaza à la Cisjordanie, des territoires occupés en 1948 aux camps de réfugié·es du Liban et de la Syrie, et à travers toute la diaspora palestinienne, le sionisme mène partout sa guerre contre les Palestinien·nes. En Cisjordanie, le nettoyage ethnique se poursuit par la démolition, les raids militaires et la terreur imposée par les colons. Par-delà les frontières, notre identité, notre mémoire et la résistance sont attaquées.

Nous sommes ici en exil, pas par choix, des témoins au sein d'États particulièrement complices du maintien de notre oppression

Ce projet génocidaire est rendu possible par des milliards de dollars d'aide militaire, par le soutien politique et les livraisons d'armes provenant des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Union



européenne et d'autres pays. En Europe, les gouvernements présentent la « reconnaissance » symbolique en même temps qu'ils continuent à livrer des armes et à permettre le commerce. Nous rejetons cette hypocrisie. La reconnaissance sans mesures concrètes — sanctions, embargo — n'est pas une reconnaissance ; c'est un habillage pour le génocide. En tant que Palestinien·nes de la diaspora, notamment d'Europe, notre rôle n'est pas seulement de protester, mais d'organiser notre lutte : dénoncer la reconnaissance sans droits, exercer une pression sur les institutions qui financent et arment Israël, apporter nos revendications — droit au retour, restitution de nos terres et de nos biens, libération — au centre du pouvoir de l'Europe.

Nous ne demandons pas la permission de vivre, nous luttons pour notre libération

Nous sommes ici en exil, pas par choix, des témoins au sein d'États particulièrement complices du maintien de notre oppression. Notre lutte politique prend de l'ampleur — elle est plus forte, plus unie et de mieux en mieux organisée. Nous réaffirmons notre droit à la résistance, qui est une nécessité en temps de domination coloniale. Les tentatives visant à criminaliser notre lutte ou à détourner notre résistance échoueront. Nous ne demandons pas la permission de vivre, nous luttons pour notre libération.

En Europe, nous exigeons :

- La fin immédiate et inconditionnelle du génocide
- Un embargo total sur les armes à destination d'Israël
- Une aide humanitaire complète et sans restriction à Gaza
- La levée du blocus
- La libération de tous les prisonnier·es palestinien·nes
- Des poursuites contre tous ceux qui se sont rendus complices de crimes de guerre et de génocide
- Des sanctions contre les responsables israéliens, leurs banques, les institutions, les entreprises qui participent au génocide.
- La suspension de l'accord d'association UE-Israël en vertu de l'article 2
- La réparation et la reconstruction de Gaza
- La reconnaissance et mise en œuvre du droit au retour des Palestinien·nes (résolution 194 de l'ONU)

Toute reconnaissance qui ne démantèle pas l'annexion, l'apartheid et le siège n'est pas de la solidarité mais de la complicité

Nous rejetons la « vague de reconnaissance » européenne d'un hypothétique mini-État sculpté à partir de fragments de la Cisjordanie et de Gaza. Cela n'arrête aucunement le génocide ni ne rétablit nos droits. Cela affaiblit notre peuple, fait disparaître les Palestinien·nes de 1948 et les réfugié·es et cela renforce ce que les tribunaux internationaux et le Conseil de sécurité de l'ONU ont

jugé illégal. Les Palestinien·nes forment un peuple avec des droits — au retour, à l'égalité, à la liberté de mouvement et à l'autodétermination.

Toute reconnaissance qui ne démantèle pas l'annexion, l'apartheid et le siège n'est pas de la solidarité mais de la complicité.

Le mouvement de solidarité mondial ne peut être arrêté

Partout dans le monde, des millions de personnes — de Londres à Tanger, de Johannesburg à Paris — ont dit non au génocide et oui à la justice.

Elles font face à la censure, à la répression et à la criminalisation. Les politiques européennes, à travers la reconnaissance d'un État palestinien hypothétique et soumis à diverses conditions, tentent d'éteindre nos revendications. Mais le mouvement de solidarité mondial ne peut être arrêté.

Complicité ou résistance : en tant que Palestinien·nes, nous avons fait notre choix et nous appelons toutes les personnes dotées d'une conscience à faire de même

Gaza est la boussole morale de notre époque. Elle a révélé les fractures qui existent au sein de l'empire et contraint le monde à faire un choix : la complicité ou la résistance. En tant que Palestinien·nes, nous avons fait notre choix. Et nous appelons toutes les personnes dotées d'une conscience à faire de même. Jusqu'au retour, jusqu'à la libération, jusqu'à ce que chaque centimètre carré de notre terre soit libre.

Beitna (Belgique)
Comunitat Palestina de Catalunya (Catalogne)
Giovani Palestinesi d'Italia (Italie)
Internationalt Forum (Danemark)
Palestinian Youth Movement (Grande-Bretagne)
Urgence Palestine (France)

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
 NPALanticapitaliste
 l_anticapitaliste
 Lanticapitalis1
 anticapitaliste.presse
 lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°166-167 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

